



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Marché de prestations intellectuelles

Objet du marché

**RN 141 – Aménagement en 2x2 voies
entre Roumazières-Loubert et Exideuil-sur-Vienne
Réalisation des inspections détaillées initiales des ouvrages**

Document unique valant

ACTE D'ENGAGEMENT - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

L'offre est établie sur la base des conditions
économiques en vigueur le :

(à renseigner par le candidat : date d'établissement de son offre)

Table des matières

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS.....	3
1.1 L'acheteur.....	3
1.2 Représentant de l'acheteur.....	3
1.3 Comptable public assignataire.....	3
1.4 Titulaire.....	3
Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 3 - MONTANT DU MARCHE.....	4
Article 4 - EXECUTION DU MARCHE.....	4
4.1 Contenu des prestations.....	4
4.2 Délai d'exécution du marché.....	4
4.3 Lieu d'exécution.....	5
Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
5.1 Organisation de l'équipe technique.....	5
5.2 Obligations du titulaire.....	5
5.3 Clauses environnementales.....	5
5.4 Traitement de données à caractère personnel.....	5
5.5 Notifications.....	6
5.6 Propriété intellectuelle.....	6
Article 6 - PENALITES.....	6
Article 7 - REGIME FINANCIER.....	7
7.1 Avances.....	7
7.2 Variation des prix.....	7
7.3 Modalités de facturation.....	8
7.4 Nantissement et cession du marché.....	9
Article 8 - CLAUSES DIVERSES.....	9
8.1 Sous traitance.....	9
8.2 Assurances.....	9
8.3 Résiliation.....	9
Article 9 - DEROGATIONS.....	9
Article 10 - SIGNATURES.....	10

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 L'acheteur

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de Nouvelle-Aquitaine.

1.2 Représentant de l'acheteur

M. le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine par décret du 11 janvier 2023

1.3 Comptable public assignataire

Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques de Haute -Vienne
Centre de Gestion Financière
31 rue Montmailler
87043 Limoges Cédex

1.4 Titulaire

Le signataire, le mandataire, les membres du groupement (*compléter un tableau par cocontractant*) :

Identité du contractant 1

☐ Je soussigné

agissant en mon nom personnel ou pour le compte de la société

.....

Adresse postale

Téléphone

Adresse mail

Numéro d'identité SIRET ou SIREN

Identification bancaire

Compte ouvert au nom de
Domiciliation
Code banque
Code guichet
N° de compte
Clé RIB

Identité du contractant 2

☐ **Nous soussignés**

agissant en mon nom personnel ou pour le compte de la société

.....

Adresse postale

Téléphone

Adresse mail

Numéro d'identité SIRET ou SIREN

Identification bancaire

Compte ouvert au nom de
Domiciliation
Code banque
Code guichet
N° de compte
Clé RIB

Joindre autant de RIB (relevé d'identité bancaire) , que de comptes à créditer.

En cas de groupement préciser la nature du groupement :

- **groupement solidaire** ☐

- **groupement conjoint** ☐

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maitre de l'ouvrage.

Mon offre m' (nous) engage pour une durée de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Je (nous) m'engage (engageons), conformément aux clauses du présent document, à exécuter les prestations objet du présent marché aux conditions stipulées aux articles suivants.

Je (nous) m'engage (engageons) sans réserve à produire les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à 12 du CCP.

Dans le cas d'un groupement conjoint les prestations de chaque co-traitant sont réparties par nature des prestations et leurs montants respectifs.

Dans le cas d'un groupement conjoint, les prestations de chaque co-contractant sont réparties par nature des prestations et leurs montants respectifs dans l'annexe du présent document.

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché a pour objet **la réalisation des inspections détaillées initiales** de plusieurs ouvrages de l'aménagement à 2x2 voies de la RN141,

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- Le présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières (AE-CCP), et ses éventuelles annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le bordereau des prix unitaires(BPU)
- Le Détail Estimatif (DE),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,

Article 3 - MONTANT DU MARCHÉ

Montant du marché

Montant € HT :

TVA (.....%) :

Montant € TTC :

le montant **en euros TTC** du marché est arrêté à la somme de (en toutes lettres)

.....
.....

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 4 - EXECUTION DU MARCHÉ

4.1 Contenu des prestations

Les prestations à réaliser sont précisées au CCTP .

4.2 Délai d'exécution du marché

Le marché public est conclu pour une durée de : **2 mois**

Le délai d'exécution des prestations démarre à compter de la notification du marché.

4.3 Délais distincts

Les prestations ou ensemble de prestations définis ci-après devront être exécutés dans les délais suivants :

Désignation	①	Délai
DD1 – Visites terrains – réalisation des inspections détaillées	1	30 jours ouvrés
DD2 - Production et transmission du rapport des inspections détaillées	2	30 jours ouvrés

① Départ du délai : **1 : Date de notification du marché.**

2 : Le délai distinct n°2 part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de le commencer.

4.4 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est situé dans le département de la Charente, sur la section courante de la RN141 aménagé à 2x2 voies entre Roumazières-loubert et Exideuil-sur-Vienne, entre les PR11 et PR22.

Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 Organisation de l'équipe technique

5.1.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée **au projet** (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

5.1.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours (sauf accord dérogatoire entre les parties) à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.2 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire met en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

5.3 Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du CCP, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental liés notamment à l'arrêté préfectoral du 04/12/2017 et du 08/11/2017.

Prise en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Les échanges dématérialisés seront privilégiés (compte rendu des visites, remise de dossier, ...) à des formats électroniques largement disponibles.
- Le candidat devra avoir pour objectif majeur, pendant la durée des prestations, de supprimer tout risque de pollution des sites concernés par les inspections.
- En complément l'entrepreneur veillera aux conditions complémentaires suivantes :
 1. La mise en place de mesures de protection des cours d'eau, du milieu aquatique et des autres

milieux naturels à proximité des zones d'intervention

2. La mise en place de mesures pour la gestion des déchets ménagers et la gestion des déchets de suivi (déchets de conditionnement du matériel).

3. La mise en place de mesures pour assurer la sécurité des conditions de circulation et du stationnement.

4. mise en oeuvre des procédures nécessaires pour assurer le respect des arrêtés préfectoraux concernant la protection de l'environnement

5.4 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

5.5 Notifications

Tout au long de l'exécution des prestations, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE.

Ces envois seront horodatés et permettront d'accuser réception des envois dématérialisés.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG PI, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage.

Lors de la transmission du message par le maître d'ouvrage, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au titulaire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG PI, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

5.6 Propriété intellectuelle

a) Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Il est fait application à l'article 35 du CCAG PI. Le titulaire cède à titre exclusif les droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats.

L'étendue de cette cession de propriété intellectuelle est ainsi définie : la cession est consentie pour toute la durée légale de protection des œuvres par les droits patrimoniaux et par le droit du producteur et couvre le monde entier.

La cession des droits relatifs aux prestations objets du présent marché est consentie à titre gratuit, conformément à l'article L122-7 1^{er} alinéa du code de la propriété intellectuelle (CPI).

b) Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu à l'article 33 du CCAG-PI. En complément de l'article 33 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour leur réalisation et du régime des droits y afférent.

Article 6 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dûes.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités journalières de 250€.

Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts :

Le titulaire subit, en cas de non respect des délais distincts, les pénalités forfaitaires et/ou journalières suivantes :

Désignation	Pénalité	
	forfaitaire	journalière
DD1 – Visites terrains – réalisation des inspections détaillées	so	250,00 €
DD2 – Production et transmission du rapport d'inspection détaillée	so	250,00 €

Article 7 - REGIME FINANCIER

7.1 Avances

Le taux de l'avance est de 30 %

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 à 12 du CCP.

Entreprise unique

Le titulaire désigné ci-devant :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupeement solidaire

Les membres du groupeement désignés ci-devant :

- ☐ refusent de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

- ☐ ne refusent pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupement conjoint

Co-traitant 1 :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Co-traitant 2

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

7.2 Variation des prix

Les prix sont fermes actualisables

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule :

$$C1 = \frac{Im - 3}{Io}$$

dans laquelle :

- Io : index du mois mo (mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.) ;
- Im - 3 : index du mois antérieur de trois mois au mois «m» contractuel de commencement d'exécution des prestations.

Ce mois «m» est celui de l'accusé de réception par le titulaire de l'acte portant commencement d'exécution des prestations

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national **ING – Ingénierie** publié sur le site internet de l'INSEE

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

7.3 Modalités de facturation

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché « qui sera transmis suite à la notification du marché ».
- le numéro de SIRET **11000201100044**
- Le code du service exécutant de la dépense : **CGFB200087**
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis suite à la notification du marché ».

Le délai global de paiement de la facture est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.4 Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article R.2191-45 à 62 du CCP Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

Article 8 - CLAUSES DIVERSES

8.1 Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance **totale** des prestations est **interdite**.

8.2 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Par dérogation à l'article 9-2 du CCAG PI, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances avant la notification du marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

8.3 Résiliation

Les stipulations du CCAG sont applicables.,

Article 9 - DEROGATIONS

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 5.5 déroge à l'article 3.2.1 du CCAG

L'article 6 déroge aux articles 14.1.3., 14.1.2 du CCAG
L'article 8.2 déroge à l'article 9.2 du CCAG

Article 10 - SIGNATURES

A	A
Le	Le
signature du titulaire	signature du représentant du pouvoir adjudicateur

**Ventilations des prestations exécutées par chacun des cotraitants
et leurs rémunérations correspondantes**

Mandataire	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
co_traitant 2	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
Co-traitant 3	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations